

Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires

144 Boulevard de la Villette 75019 Paris

Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 47 62 14 - Adresse internet : contact@solidaires.org

Paris, le 20 janvier 2009

Communiqué de presse

Manifestations et actions du 29 janvier 2009

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) appelle à participer très fortement aux manifestations unitaires qui se dérouleront dans de nombreuses villes de tous les départements le jeudi 29 janvier 2009.

Nous nous sommes opposés aux contre-réformes de 1993, de 2003 et de 2008 qui provoquent une baisse du montant des pensions pour les retraités. Ces contre-réformes pénalisent particulièrement celles et ceux qui arrivent loin des 40 ans de cotisation.

Le 29 janvier nous manifesterons pour l'abrogation de ces contre-réformes, pour le retour aux 37,5 ans de cotisation et pour une pension au moins égale au SMIC.

Nous manifesterons aussi pour une orientation totalement différente des politiques économiques, budgétaires et sociales. Pour renforcer les solidarités, pour améliorer la situation économique, il faut mener une politique de réduction déterminée des inégalités par un autre partage des richesses, une augmentation de la plupart des salaires, des minima sociaux et des pensions, la suppression des exonérations de cotisations sociales sans effets pour l'emploi. Pour travailler tous et toutes, il faut réduire le temps de travail, créer des emplois publics là où ils sont nécessaires, améliorer le pouvoir d'achat du plus grand nombre par un autre partage des richesses qui cesse de favoriser le capital et ses propriétaires. Il faut cesser la casse des réglementations collectives et du droit du travail qui a conduit à la précarisation d'un nombre croissant de personnes. Il faut garantir effectivement le droit à l'emploi, le droit au logement, le droit à la santé, le droit à une vie décente.

L'UNIRS constate que l'argent existe pour mener une telle politique :

- en revenant sur la répartition des richesses d'avant la contre-révolution libérale commencée dans les années 1970, ce qui conduirait à disposer tous les ans de 10% du PIB en plus pour les besoins sociaux et les salaires ;
- en utilisant autrement les milliards de dollars, de livres et d'euros qui viennent d'être ouverts aux banques sans contrôle public effectif ;
- en supprimant les mesures fiscales et sociales qui, depuis des années, se surajoutent pour favoriser les grosses fortunes et leur accumulation ;
- en réglementant la sphère financière internationale.

Etant hors de l'emploi, les retraités et les retraitées de l'UNIRS ne peuvent participer directement aux grèves, mais ils et elles seront aux côtés des grévistes pour les aider dans leurs mobilisations et leurs actions.